

## DIPLÔME D'UNIVERSITÉ

ACCESSIBLE EN  
FORMATION CONTINUE



### Chiffre clé

Taux de réussite : 100% (2022/2023)

### Lieu de la formation

Angers et/ou Roubaix

### Assistants de formation

Severine PLANCHENault  
severine.planchenault@univ-angers.fr  
Tél. : 02 44 68 86 85

Catherine AUBRY  
fc-lettres@univ-angers.fr

### Responsables pédagogiques

David NIGET (Université d'Angers)  
david.niget@univ-angers.fr  
et  
(ENPJJ)

### Adresse web

[www.univ-angers.fr/formationpro](http://www.univ-angers.fr/formationpro)



**UA** FACULTÉ  
DES LETTRES, LANGUES  
ET SCIENCES HUMAINES  
UNIVERSITÉ D'ANGERS

# DROITS DES ENFANTS ET PRATIQUES PROFESSIONNELLES

## Présentation

Les droits des enfants occupent une place croissante dans les politiques publiques contemporaines. Ils participent à fonder une citoyenneté qui reconnaît aux enfants et aux jeunes des capacités à orienter leur propre vie et à agir sur leur environnement politique. Ces droits se sont construits au fil du XXe siècle dans une acception large, qui ne se limite pas aux droits civils (en justice notamment), mais inclut aussi les droits sociaux et culturels : droit à l'éducation, à la santé, aux loisirs... La Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), adoptée en 1989, en constitue un aboutissement majeur. Ainsi, l'enfance est investie d'un rôle politique fort : elle est devenue une « cause » dont les enjeux dépassent la simple protection des enfants eux-mêmes.

La création de ce Diplôme Universitaire est née d'un constat partagé entre des chercheurs de l'Université d'Angers, spécialistes de l'histoire des droits des enfants, et des formateur·rices de l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ) : il existe un écart persistant entre l'affirmation de ces droits et leur mise en œuvre effective. D'où la nécessité de penser les droits de l'enfant non seulement à partir des normes, dans une approche descendante, mais aussi à partir des pratiques, en interrogeant ce que ces droits font – et peuvent faire – dans l'intervention professionnelle auprès des mineur·es.

Porté conjointement par l'Université d'Angers et l'ENPJJ, le DU « Droits des enfants et pratiques professionnelles » mobilise les sciences sociales et les humanités pour analyser ces notions en débat dans une perspective pluridisciplinaire, tout en accordant une large place aux savoirs expérientiels. Il favorise les échanges entre professionnel·les de l'éducation, de la justice, du soin ou du travail social, et propose une approche à la fois critique et pragmatique des droits des enfants. Il s'intéresse en particulier à leur dimension capacitaire et à la manière dont ces droits peuvent renforcer le pouvoir d'agir des enfants et des jeunes, en prenant au sérieux leurs opinions, leurs besoins, et leurs vécus.

## Objectifs

Le diplôme visera d'une part à former des professionnel·les de manière critique, en les mettant en capacité d'analyser le corpus des droits des enfants et d'en maîtriser les enjeux politiques, juridiques, sociaux et culturels.

D'autre part, le DU entend former des professionnel·les aux savoirs expérientiels, en leur permettant d'appréhender des situations de manière pragmatique, de façon à avoir la capacité de mettre en œuvre des diagnostics et des plans d'actions partagés avec les acteurs, dont les jeunes et les enfants eux-mêmes, au sein de leur environnement professionnel.

## Public visé

Cette formation s'adresse à l'ensemble des professionnel·les intervenant auprès des enfants et des jeunes, quels que soient leur secteur d'activité et leur statut professionnel (employé·e, cadre, formateur·rice), notamment :

- Professionnel·les de la PJJ et de l'ASE
- Magistrat·es, avocat·es, médiateur·trices, policier·es et autres acteurs du champ judiciaire
- Assistant·es sociaux·ales et cadres du travail social
- animateur·trices, intervenant·es et cadres de l'éducation populaire
- Médecins, infirmier·ères, psychologues et professionnel·les du secteur médico-social
- Enseignant·es, CPE, formateur·rices des INSPE et personnels de l'Éducation nationale
- Professionnel·les de la petite enfance : EJE, responsables de structures, accompagnant·es
- Chargé·es de mission, responsables associatifs, chercheur·es ou autres acteur·rices engagé·es dans la promotion des droits des enfants

## Conditions d'admissibilité :

- Être titulaire d'un diplôme de niveau Bac +2
- OU à défaut, présenter lors de la candidature une expérience ou un projet professionnel en lien avec le diplôme



Mise à jour | Novembre 2025 | Impression service reprographie UA

11, boulevard Lavoisier  
49045 Cedex 01  
Tél. 02.41.22.64.21

## Programme

### Mardi 3 mars 2026 – Thème 1 : Ouverture : les droits des enfants, un levier d'égalité

- Atelier-théâtre : Postures professionnelles et droits des enfants. La question du corps
- Conférence d'ouverture : Les droits des enfants, un levier d'égalité M. Solyaman Laqdim, Délégué général aux droits de l'enfant de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Belgique

### Mercredi 4 mars 2026 – Thème 2 : Socio-histoire des droits des enfants dans la sphère transnationale

- Conférence : Pour une socio-histoire des droits des enfants dans la sphère transnationale: apports et pistes de recherche
- Atelier : Les Républiques d'enfants, histoire d'une utopie fondatrice.
- Atelier : Méthodologie de l'écrit professionnel

### Mardi 24 mars 2026 – Thème 3.1 : Développement et besoins fondamentaux et droits des enfants, approche clinique

- Conférence : « Développement et besoins fondamentaux en protection de l'enfant ».
- Atelier : « Médecine de réadaptation et

participation de l'enfant : une approche par les droits ».

### Thème 4.1 : Familles et droits des enfants : participation et prévention des violences

- Atelier : Avec les familles : faire droit à la parole de l'enfant, prévenir les violences.

### Mercredi 25 mars 2026 – Thème 4.2 : Familles et droits des enfants : participation et prévention des violences

- Conférence : Droits de l'enfant et droits des parents : articulation ou rupture ?

### Thème 3.2 : Développement, besoins fondamentaux et droits des enfants, approche clinique

- Atelier : La participation des enfants à l'évaluation de leurs besoins. Atelier de co-construction.

### Mardi 28 avril 2026 – Thème 5 : Genre, identité et sexualités dans les droits des enfants

- Conférence : Sexualité, genre et droits des enfants : une histoire des contrôles et des résistances.
- Atelier : Transidentités, intersexuation, attirances non-hétéro : enjeux professionnels et

droits des enfants

- Ciné-débat : Documenter l'enfance, regards croisés et parole des jeunes. Projection suivie d'un échange avec le réalisateur.ice

### Mercredi 29 avril 2026 – Thème 6 : Droits des enfants et inégalités sociales (droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux)

- Conférence : Droits des enfants et écologie : protéger les générations présentes et futures
- Atelier : Enfances de classe : comprendre les inégalités sociales dès l'école.

### Jeudi 30 avril 2026 : Atelier méthodologique

### Mardi 19 mai 2026 – Thème 7 : Éducation, école et droits des enfants

- Conférence : Le droit à l'école : garantir les droits des enfants dans l'institution scolaire.
- Atelier : Parcours scolaires en protection de l'enfant : garantir le droit à l'éducation aux marges de l'école.
- Classe départ : l'art comme levier de reconstruction et d'émancipation – visite au Passage à Niveaux, un lieu d'expression des

droits des jeunes. Association l'Envol, Arts et transformation sociale (Béthune). »

### Mercredi 20 mai 2026 – Thème 8 : Justice des mineurs et droits des enfants dans le système judiciaire

- Atelier : Être entendu-e : la parole de l'enfant dans les procédures civiles de protection.
- Conférence : Enfermement des mineur-es : entre contrôle disciplinaire et responsabilité éducative – une comparaison France-Québec.
- Atelier : Justice pénale des mineur-es : entre responsabilisation, accompagnement et droits fondamentaux.

### Jeudi 21 mai 2026 : Atelier méthodologique

### Mardi 9 juin 2026 – Thème 9 Migrations et droits des enfants

- Conférence : Protection judiciaire des mineurs non accompagnés : enjeux et responsabilités
- Atelier : Les mineur-es non accompagnés au regard du droit.
- Atelier : méthodologie de l'écrit professionnel

### Mercredi 10 juin 2026- Thème 10 : Droits capacitaires et émancipation

- Conférence : Philosopher dès l'enfance : un droit, une pratique, un enjeu démocratique
- Atelier : Droits des enfants : qu'en pensent les premiers concernés ?

### Jeudi 2 juillet 2026 – Thème 11 : Évaluations et bilan de la formation, construction de réseaux professionnels

- Placer les droits des enfants au cœur des pratiques professionnelles.
- Soutenances
- Bilan, perspectives, réseaux à construire
- Clôture du DU et moment de convivialité

Visitez notre site



## À noter

### Organisation de la formation :

- Durée : 87 heures réparties en 13 journées thématiques, sur 6 regroupements de 2 à 3 jours + une journée finale de bilan et d'évaluation (Cette formation est prévue en présentiel, des aménagements ponctuels de visioconférence, dûment justifiés, pourront être organisés).
- Calendrier : 3 mars au 2 juillet 2026
- Pédagogie : conférences universitaires et ateliers interactifs s'appuyant sur les représentations et l'expérience professionnelle des participants ; ateliers théâtre, études de cas, débats et mutualisation des pratiques.
- Lieux : Angers, et Roubaix sur un regroupement le 19, 20 et 21 mai 2026

### Modalités pratiques :

- Candidature en ligne sur le site de l'Université du 15 octobre au 5 janvier 2026 (CV, diplôme, attestation de travail et projet rédigé)
- Début de la formation : 3 mars 2026
- Nombre d'inscrits : 25 maximum
- Validation : La validation de la formation est globale (et non par module) ; elle repose sur trois éléments : l'assiduité aux séances de la formation (présence obligatoire sauf dispense expressément accordée par les responsables de formation), la réalisation d'un écrit professionnel d'une vingtaine de pages pour lequel un suivi méthodologique est assuré par les responsables de formation, et une présentation orale tirée de cet écrit, qui a lieu lors du dernier jour de la formation.
- Coût de la formation : 1950 euros (+ droits universitaires) en formation professionnelle. 5 places réservées et financées pour des professionnels de la PJJ.
- Possibilité de préparer ce DU en complément d'une formation universitaire - 250 euros en formation initiale. Non éligible au CPF.